

Crise du Covid-19 : quels scénarios pour les 18 prochains mois ?

Synthèse

Épidémie de Covid-19 : séisme sanitaire et systémique mondial

Accalmie saisonnière, reflux définitif du virus ou deuxième vague à venir ?

À date de rédaction de ce document, la menace du Covid-19 semble se dissiper dans les pays européens. **Mais l'épidémie n'a jamais été aussi virulente.** « Il semble bien que chaque jour soit placé sous le signe d'un sinistre record », a déclaré le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le 22 juin 2020. Compte tenu des fortes incertitudes scientifiques et médicales, **il est fort probable que l'épidémie de Covid-19 ne soit pas derrière nous.**

Répercussions économiques, sociales et politiques

Face à une menace sanitaire inédite, et suite à leur impréparation, plusieurs gouvernements, dans l'hémisphère Nord notamment, ont mis en place des **mesures de gestion de crise exceptionnelles**. Plus de trois milliards de personnes ont ainsi été soumises à un confinement partiel ou total. **La crise actuelle se caractérise donc par la gravité de la situation sanitaire, mais aussi par l'importance des politiques sanitaires non médicales.**

Les conséquences sont déjà, et seront, non seulement sanitaires, mais aussi économiques, sociales et politiques. Perturbation de l'économie mondialisée, interruption des chaînes de production et d'approvisionnement, chômage et hausse brutale de la précarité, tumultes politiques..., sont autant de répercussions qui pourront s'aggraver dans les mois à venir, à mesure que les politiques de soutien des États et des institutions internationales diminueront.

Vers un futur de plus en plus tumultueux ?

La crise du Covid-19 est-elle donc un épisode brutal, certes, mais passager, suivi d'un retour rapide à la « normale » ? Ou **va-t-elle entraîner un ébranlement et une mutation profonde de l'économie mondiale, ainsi que des systèmes politiques et sociaux ?**

Scénariser l'avenir : une aide à la décision en situation d'incertitude

S'orienter à travers les brumes du futur

La crise du Covid-19, comme toute crise, impose aux gouvernements, aux organisations, aux territoires et aux individus de **prendre des décisions en situation d'incertitudes majeures**. Si les scénarios de long terme établis dépendront beaucoup de l'intensité et de la durée de la secousse actuelle, et de ses répliques, il est toutefois possible :

1. d'**analyser** les évolutions en cours ;
2. d'**anticiper** les futurs possibles ;
3. d'y **intégrer** les incertitudes ;
4. de **favoriser** la prise en compte de ces futurs dans l'élaboration des politiques publiques et des stratégies des organisations.

Scénarios Covid-19 : trajectoires possibles pour les 18 prochains mois

Forte de sa maîtrise des méthodologies rigoureuses de la réflexion prospective, l'association Futuribles International s'est donc attachée à proposer 11 scénarios pour envisager les évolutions de la crise dans **les 18 prochains mois (horizon fin de l'année 2021)**.

Ces scénarios, construits grâce aux outils de l'analyse morphologique, se déclinent à **trois échelles** : mondiale, européenne et française.

Enfin, un tableau des **enjeux croisés** explore les interactions entre ces trois approches géographiques.

Scénarios Covid-19 : qui peut s'en saisir et comment ?

Comme toute démarche prospective, cette réflexion peut être utilisée de **deux façons complémentaires** par les institutions, les acteurs décisionnaires et les citoyens :

1. pour **explorer les conséquences possibles des évolutions** sur vos organisations, identifier ainsi à la fois les menaces mais aussi les opportunités dont elles sont porteuses ;
2. pour **identifier les futurs plus souhaitables** et donc les moyens **d'influencer le cours des événements** dans le sens souhaité.

Les matériaux proposés peuvent être utilisés à plusieurs échelles :

1. 11 scénarios globaux couvrent les échelles mondiale, européenne, française ;
2. 14 microscénarios balayent le champ des possibles sur 6 sous-systèmes spécifiques ;
3. au niveau le plus fin, 41 fiches portant sur des variables clefs proposent également des hypothèses prospectives.

Messages clefs et points d'attention prospectifs

De ce travail prospectif, Futuribles retient **15 tendances ou incertitudes structurantes pour les 18 prochains mois**.

À l'échelle mondiale et européenne, entre instabilité et imprévisibilité : des futurs très ouverts

1. Le pic pandémique mondial est encore à venir ; la circulation du virus est possible jusqu'en 2024.

Les faits : l'épidémie a été partiellement contrôlée dans certaines aires géographiques. Mais, selon l'OMS, la pandémie ne cesse de progresser dans le monde.

Les perspectives : l'efficacité puis la disponibilité de vaccins ou de traitements efficaces dans les 18 mois sont incertaines. Le virus pourrait donc circuler de manière significative jusqu'en 2024. La gestion du Covid-19 devrait alors rester une dimension structurante des affaires internationales dans les mois et années à venir.

2. La stratégie radicale de confinement massif des populations ne sera sans doute pas reconduite ; les situations de gestion sanitaire nationale devraient donc être plus hétérogènes, intégrant davantage les dimensions économiques et sociales.

Les faits : les dispositifs de gestion de la crise sanitaire ont été violents et sont donc peu reproductibles. Aujourd'hui, aucun pays de l'OCDE n'envisage un nouveau confinement d'ensemble.

Les perspectives : en cas de reprise de l'épidémie, les stratégies sanitaires iront de confinements localisés au « vivre et laisser mourir ». L'hypothèse d'un confinement national généralisé ne doit toutefois pas être écartée totalement. De possibles coopérations spécifiques entre États ayant les mêmes situations et / ou politiques sanitaires sont envisageables, y compris dans l'organisation des flux internationaux. Les gestions hétérogènes de la diffusion du virus pourraient créer des situations de disparités et de tensions entre pays frontaliers. Il est par ailleurs possible de voir émerger de nouveaux systèmes internationaux pour gérer les futures crises sanitaires.

3. Tous les pays seront touchés par la crise économique ; les risques de sur-crise (climatique, agricole, politique, militaire) sont élevés ; les crises humanitaires de grande ampleur sont probables.

Les faits : sur le plan sanitaire, l'épidémie a, à l'heure actuelle, touché certains pays plus que d'autres. Par ailleurs, des situations de grande précarité sociales et économiques se sont déjà manifestées dans un certain nombre de pays.

Les perspectives : des crises humanitaires de grande ampleur sont très probables en Afrique, en Inde et dans les pays voisins, ainsi qu'en Amérique du Sud. Des « sur-crisis » sont aussi envisageables dans certains États ou régions (crise climatique et agricole, politique ou militaire). La solidarité mondiale devrait alors être fortement interpellée.

4. L'effondrement de certains marchés internationaux et des chaînes de valeur mondiales engendre un risque de crise systémique.

Les faits : la déstructuration des chaînes de valeur mondiale a révélé le manque de résilience de plusieurs acteurs économiques face aux chocs. Certains marchés internationaux se sont effondrés (automobile, tourisme international, aéronautique, vins, luxe...). À l'inverse, jusqu'à présent, l'absence de pénurie majeure dans la plupart des secteurs vitaux prouve la possibilité pour certaines chaînes de valeur de se stabiliser rapidement et de s'autonomiser.

Les perspectives : des reconfigurations des chaînes de valeur et des marchés internationaux devraient se mettre en place. Mais avec quelle ampleur ? Les reconfigurations minimales ne sont pas à exclure. Certains marchés pourraient ne pas reprendre à l'horizon 2021, le tourisme notamment. Certaines entreprises seront durablement touchées par la déstructuration des chaînes de valeur, sans pourtant faire partie des premiers secteurs mis à l'arrêt en raison de la crise (par exemple, les entreprises d'intérim, de services aux entreprises, etc.) La chute du marché des hydrocarbures fragilise le secteur bancaire et les opérateurs financiers. Une crise financière systémique est possible en 2021.

5. La situation des États-Unis est très instable et source d'incertitudes majeures à l'échelle internationale pour les mois à venir.

Les faits : les États-Unis connaissent une situation sanitaire, mais surtout économique, sociale et politique, dramatique. Les troubles et conflits au sein de la population et du gouvernement sont violents. De fortes questions se posent quant à la bonne tenue des élections américaines en novembre 2020, et l'acceptation de leur résultat en cas de score serré pourrait être problématique. Sur le plan géopolitique, les Américains se retirent d'un certain nombre d'institutions internationales et de zones de conflit.

Les perspectives : l'avenir du pays apparaît très ouvert et sera lourd de conséquences pour les régions frontalières et l'ordre géopolitique mondial. Un affaiblissement durable des États-Unis aurait des impacts à toutes les échelles.

6. En Chine, la situation semble, à ce jour, sous contrôle ; le pays devrait jouer un rôle accru sur la scène internationale.

Les faits : la Chine paraît mieux contrôler l'épidémie et ses conséquences que les États-Unis. Elle s'impose donc *de facto* comme l'un des *leaders* de la gestion du Covid-19. Si la crise a accentué les tensions existantes, notamment entre la Chine et les États-Unis, elle n'a pas, à ce stade, entraîné de choc géopolitique majeur. Ces tensions peuvent donc déboucher sur des scénarios géopolitiques très ouverts, avec de possibles reconfigurations de l'ordre international.

Les perspectives : la Chine pourra vouloir montrer qu'elle est en capacité de contrôler l'épidémie et de donner le ton, au niveau mondial, sur des questions à fort enjeu (santé, environnement, énergie verte, etc.). Cela peut passer notamment par une emprise croissante sur l'élaboration de normes internationales dans les domaines sanitaire, environnemental ou numérique, de même que par l'affirmation de son emprise régionale. Dans le contexte d'oppositions sino-américaines, la capacité de l'Union européenne à incarner une puissance et un « ordre » alternatif est un enjeu majeur.

7. Les tensions entre la volonté de renforcer les souverainetés nationales et celle de relancer au plus vite l'économie mondiale vont structurer la reprise des échanges internationaux.

Les faits : la crise sanitaire a été l'occasion pour les discours d'autonomie, de souveraineté et d'indépendance nationale de s'affirmer. Toutefois, la plupart des économies nationales et les multinationales ont intérêt à une reprise rapide des échanges, sans modification majeure alors des règles du jeu. Par ailleurs, l'importance de la coordination de la gestion de crise sanitaire à l'échelle

internationale pourra aussi contribuer à une relance de l'économie mondialisée et freiner les volontés de souveraineté nationale.

Les perspectives : la dialectique entre coordinations interétatiques sanitaires et économiques, et volontés de souveraineté étatique sera omniprésente dans les prochains mois. Elle se manifesterá aussi à des échelles régionales, et notamment au niveau européen.

8. L'Union européenne, au pied du mur, est à un tournant majeur de son histoire : vers le délitement ou le fédéralisme ?

Les faits : les situations des pays européens sont contrastées, la situation économique de certains d'entre eux (Italie, Grèce, notamment) est inquiétante. Toutefois, les dépendances réciproques des pays restent centrales et évidentes.

Les perspectives : l'Union européenne est aujourd'hui à un tournant, entre effondrement ou renforcement des solidarités et des interdépendances. L'avenir d'un possible fédéralisme européen devrait pour partie se décider durant l'été 2020, et se cristalliser autour du débat sur le plan de soutien et de relance proposé par la Commission européenne.

La France sur le fil du rasoir

9. Les résurgences épidémiques à l'échelle de « clusters critiques ¹ » sont très probables. Un nouveau confinement généralisé semble toutefois peu crédible.

Les faits : l'épidémie est à son maximum à l'échelle mondiale. La contagiosité est forte. Rien n'indique une possible extinction naturelle du virus. Il n'y a donc que peu de chances que la France soit tenue à l'écart de résurgences épidémiques.

Les perspectives : la meilleure connaissance du virus, la disponibilité des masques, tests, des outils de *tracing*, l'expérience de la gestion de crise du printemps 2020 conduiront à une détection plus précoce des foyers et à une gestion plus ciblée. Un nouveau confinement généralisé est peu probable. La gestion des nouveaux foyers épidémiques nécessitera des coordinations plus poussées entre acteurs, et une plus grande responsabilisation des comportements individuels. Une question centrale sera celle de la protection des personnes âgées, fragiles et en situation de grande précarité.

10. La gestion de la crise sanitaire a accentué la fracture générationnelle : quelles politiques pour une jeunesse fortement fragilisée ?

Les faits : *a posteriori*, il apparaît clairement que la gestion socialisée de la crise sanitaire a essentiellement permis de préserver les personnes les plus vulnérables et, au premier chef, les personnes âgées. Celles-ci n'ont par ailleurs dans leur grande majorité pas souffert de perte de revenus pendant le confinement. *A contrario*, les plus jeunes, beaucoup moins confrontés à un risque mortel ont, pour beaucoup, subi de plein fouet le choc économique, social, psychologique du confinement.

Les perspectives : la crise va accroître les inégalités économiques à court et long termes, si l'on considère la hausse brutale de la dette publique. Au sein des générations, la crise accentue également les inégalités, entre enfants dans l'accès à l'éducation et aux loisirs, entre jeunes adultes dans l'accès à l'emploi stable, etc. Quelle soutenabilité de cette situation et notamment des inégalités générationnelles ? Quelles mesures sanitaires en cas de reprise de l'épidémie ? Quelles politiques spécifiques pour la jeunesse ?

¹ Un *cluster* est un foyer épidémique avec une dynamique de propagation du virus très rapide sur plusieurs centaines de personnes, dans un contexte spécifique comme une entreprise (par exemple les abattoirs), une manifestation, un lieu confiné, avec des risques majeurs de diffusion à large échelle s'il apparaît impossible de tracer chacune des personnes concernées. Des campagnes de tests massifs et immédiats et des confinements localisés seraient alors nécessaires.

11. Après la période d'hibernation économique provoquée par le confinement et les mesures de soutien de l'État, la fragilité du tissu économique français pourrait être révélée par des crises en cascade qui réinterrogeront la place de l'État dans l'économie.

Les faits : le confinement et les mesures d'aide aux ménages et aux entreprises (chômage partiel, reports de charges, prêts, etc.) ont permis de limiter les baisses de revenu des ménages, de protéger les entreprises, et de limiter la hausse du chômage. Mais l'économie française est fragile, dépendante de la consommation intérieure mais aussi très exposée à l'international. Le tissu économique français est lié à l'économie présente (services et commerces) qui suppose confiance dans l'avenir et reprise de la consommation des ménages. Or, jusqu'à présent, les Français privilégient fortement l'épargne. L'économie française est par ailleurs dépendante de quelques grands secteurs très exposés : construction aéronautique, tourisme international, automobile, luxe... La France apparaît *in fine* comme le pays de l'OCDE qui pourrait connaître la plus forte récession en 2020, avec une reprise difficile. Or, la mise sous perfusion de l'économie par l'État ne pourra certainement pas durer.

Les perspectives : avec la baisse des soutiens de l'État, et surtout si la consommation ne redémarre pas, les faillites et licenciements vont s'amplifier et se traduire par des impacts majeurs sur l'emploi. Le renouvellement du tissu économique actuel pourrait conduire à accentuer les processus d'externalisation des entreprises : une forte augmentation du travail indépendant est à anticiper. La redéfinition du rôle de l'État dans l'économie va se poser de façon très concrète : quels soutiens aux entreprises et sous quelles conditions ? S'étant posé en recours et soutien de l'économie défaillante, l'État sera aussi considéré comme responsable en cas de crise économique importante.

12. La crise a provoqué la déstabilisation de plusieurs institutions publiques déjà fragilisées (éducation, santé, justice, sécurité). Quelles sont leurs capacités de renouvellement ?

Les faits : le confinement a provoqué une perturbation majeure de certaines administrations essentielles à la vie de la nation. Le manque de préparation du système de santé a été largement pointé. Mais la Justice et l'Éducation nationale ont également vu leur fonctionnement fortement entravé par le confinement et les protocoles sanitaires. La crise a également été le révélateur de dysfonctionnements antérieurs.

Les perspectives : la crise sera-t-elle l'occasion d'un réinvestissement (dans tous les sens du terme) dans ces institutions publiques aujourd'hui en partie inadaptées ? Ou leur déstabilisation pourrait-elle s'accroître dans les semaines et mois à venir ? La capacité de l'Éducation nationale à surmonter la crise et l'accroissement des inégalités qu'elle a provoquées sera cruciale pour la cohésion sociale.

13. La conjonction d'une précarité sociale accrue, d'un sentiment de non-équité croissant, et de la défiance forte et durable envers le politique peut conduire à un climat social éruptif dans les prochains mois.

Les faits : depuis plusieurs années, les mouvements sociaux sont nombreux et le climat social tendu : mouvements contre la loi Travail, puis contre la réforme des retraites, « gilets jaunes », mouvements écologistes, ZAD, etc. Les débats autour des opérations de maintien de l'ordre et la question des violences policières enveniment la situation.

Les perspectives : l'augmentation prévisible du nombre de faillites, du chômage, de la précarité, la diminution des aides de l'État, le soutien ciblé à certains secteurs / segments de population pourraient accentuer le sentiment d'injustice et la radicalisation de certains mouvements, voire leur conjonction. L'annonce des grands choix budgétaires et celle des grandes orientations politiques et économiques, ainsi que la capacité de l'exécutif à rassembler largement le corps social seront cruciales pour le climat social, et donc économique, de l'automne 2020 et de l'année 2021.

14. L'action publique s'est adaptée sous contrainte et dans l'urgence : vers une refonte de ses modalités autour de la proximité et des coopérations entre acteurs ?

Les faits : le système de protection sociale a encore une fois servi d'amortisseur à la crise, mais au prix d'un endettement élevé. Cette solidarité institutionnelle et nationale a été complétée par l'essor de solidarités informelles à l'échelle de territoires de proximité, dans un contexte où les grandes

associations ont aussi été perturbées dans leur fonctionnement. De façon générale, c'est à l'échelle des territoires qu'ont pu s'inventer les réponses aux besoins de solidarité ouverts par la crise sanitaire.

Les perspectives : se pose donc à moyen terme la question de la reconfiguration des réseaux de solidarité dans les différents territoires. Les enjeux seront forts pour les nouvelles équipes municipales. Pour les pouvoirs locaux, il apparaît essentiel d'investir dans l'action locale, dans l'implication des entreprises dans leurs territoires, et dans le renforcement du pouvoir d'agir des citoyens. Ceci est vrai pour la solidarité envers les plus démunis, mais peut l'être plus largement dans les autres domaines de la vie sociale (cadre de vie, éducation, culture, sport, etc.).

15. La crise joue un rôle d'accélérateur des transformations des modes de vie, qui pourraient se traduire à court terme par un accroissement des départs des métropoles denses et une augmentation substantielle du travail à distance.

Les faits : la période de confinement a entraîné des recompositions majeures des modes de vie pendant quelques semaines, notamment en favorisant le recentrage sur le foyer et le domicile. Au-delà des aspects négatifs, la période a révélé les aspirations d'une part importante des travailleurs qui le peuvent à pratiquer partiellement le travail à distance. Par ailleurs, l'annonce du confinement a provoqué un exode important de la part des habitants des métropoles (l'Île-de-France aurait perdu 17 % de sa population pendant le confinement) qui disposaient de possibilités de s'installer ailleurs (résidences secondaires, famille).

Les perspectives : la perspective de crises sanitaires répétées, l'expérience — courte — d'une vie sociale hors métropole, la moindre dépendance au lieu de travail physique (perte d'emploi, travail à distance), l'aspiration assez répandue à un mode de vie plus proche de la nature, des budgets plus contraints peuvent se conjuguer pour entraîner l'accélération d'une tendance au départ des métropoles (et singulièrement de la métropole parisienne) au profit de villes moyennes, voire de certaines zones rurales.

Les scénarios en bref

Au regard de ces constats et perspectives, **quatre scénarios ont été proposés à l'échelle mondiale, trois à l'échelle européenne et quatre à l'échelle française.**

Monde

• La nouvelle guerre froide

Caractérisé par l'accentuation des tensions sino-américaines et la polarisation de toutes les questions internationales autour de cette concurrence, ce scénario envisage toutefois une situation sanitaire sous contrôle dans les pays développés, moins dans les pays en développement. Dans ces derniers, la situation économique est particulièrement critique, ce qui accentue la structuration de zones d'influence autour des deux « Grands ». Les institutions multilatérales sont de plus en plus affaiblies. L'Union européenne est contrainte de choisir son camp.

• Un monde multipolaire

Dans ce scénario, la situation sanitaire est durablement hétérogène à l'échelle mondiale. Ce contexte troublé engendre des perturbations majeures et durables du commerce mondial. Les pays ou régions connaissant des situations sanitaires comparables établissent des coopérations renforcées à la fois dans le domaine sanitaire, mais aussi en matière économique et politique. Se cristallise alors une régionalisation des chaînes de valeur, atténuant la polarisation du monde autour des tensions sino-américaines.

• Retour aux affaires

Ici, l'épidémie est contrôlée à l'échelle mondiale grâce aux mesures sanitaires, aux traitements et aux vaccins. Priorité est donnée à la relance de l'économie selon les modalités les plus familières aux entreprises et aux États, donc très proches de celles d'avant-crise. Une solidarité internationale s'organise pour aider les pays les plus en difficulté. L'ordre international pré-crise se maintient.

Toutefois, la prise en compte collective des enjeux sanitaires et écologiques est renforcée au sortir de la crise.

• Les âges sombres

Dans ce scénario, tous les indicateurs sont au rouge. L'épidémie, non contrôlée à l'échelle internationale, entraîne une situation sanitaire catastrophique. En réaction, les États se ferment au maximum et le commerce international est profondément perturbé. Les chaînes d'approvisionnement sont rompues, notamment dans l'agroalimentaire, ce qui entraîne de nombreuses pénuries dans les pays fortement importateurs, et particulièrement dans les pays dépendants de la rente pétrolière ou gazière dont les ressources s'effondrent. Les crises sociales et humanitaires se multiplient dans un contexte de sauve-qui-peut généralisé.

Union européenne

Les scénarios à l'échelle européenne mettent en exergue le moment historique que traverse une Union européenne à **la croisée des chemins**.

• Enlissement

Ce scénario envisage un contexte sanitaire dégradé en Europe, avec des résurgences majeures de l'épidémie à l'automne 2020 et durant l'hiver 2021. Les situations hétérogènes des pays du point de vue sanitaire, mais aussi économique, les conduisent à privilégier des stratégies dictées par leur intérêt national. Les frontières se ferment, le plan de relance proposé par la Commission n'est pas adopté à la hauteur de ses ambitions initiales, les mouvements sociaux anti-européens et antisystèmes progressent dans de nombreux pays. Dans ce contexte instable, les crises économiques qui touchent certains pays (Italie, Grèce, etc.), les crises migratoires et humanitaires en son sein ou à ses frontières accentuent les divergences et manifestent les manques de solidarité entre pays membres. Les pays s'arment de plus en plus, en ordre dispersé, à la Chine ou aux États-Unis. Les divergences intérieures et extérieures sonnent le glas de l'Union.

• Coopérations sélectives

Ici, les pays européens, soumis à la reprise de foyers épidémiques, réagissent en ordre dispersé. Mais, les États membres les plus touchés par la crise et les plus désireux de maintenir une coopération européenne pour stabiliser leur économie, n'hésitent pas à passer outre les oppositions des pays réticents à toute mutualisation des dettes pour se coordonner. Ainsi, si le plan de relance européen n'est pas ratifié à l'unanimité, l'Allemagne et la France conduisent tout de même de nouvelles négociations bilatérales visant à promouvoir temporairement des instruments de solidarité avec un cercle restreint de pays à la fin de l'année 2020. Courant 2021, des plans de relance ciblés par secteurs se coordonnent ainsi en fonction des intérêts de quelques pays : construction aéronautique, filière automobile, industrie pharmaceutique et produits de santé. Dans ce contexte, les institutions européennes (notamment la Banque centrale, mais aussi la Commission et le Parlement) restent en retrait, car la plupart des décisions se font entre États membres.

• Vers le fédéralisme

Ce scénario explore l'approfondissement des coopérations au sein de l'Union européenne à l'occasion de la crise. Sans précédent, cette dernière soulève en effet des problématiques inédites pour l'Europe : homogénéiser les stratégies de gestion de l'épidémie (périodes de confinement, ouverture des frontières, tests, etc.), mais aussi soutenir économiquement les pays moteurs les plus à risque pour éviter l'effondrement de tous. La coordination sanitaire au sein de l'Union se met en place, et les frontières entre pays ayant des situations sanitaires similaires sont ouvertes à l'été 2020. Dans le champ économique, plusieurs plans successifs sont mis en œuvre, notamment un fonds de relance commun, alimenté par le premier emprunt propre de la Commission européenne sur les marchés financiers, et en partie remboursé par l'augmentation de la contribution des États membres au budget de l'Europe. Cette mutualisation de la dette consolide la confiance des citoyens européens dans les institutions européennes. En parallèle, l'Union renforce son fédéralisme, en instaurant des taxes carbone et numérique à ses frontières, pour développer de nouvelles ressources propres.

France

• Dislocation

Dans ce scénario, l'épidémie est présente en continu jusqu'à la fin de l'année 2021 et touche fortement la France, ce qui justifie le redéploiement de politiques de gestion sanitaire drastiques : confinements territorialisés, mesures de surveillance, tests de dépistage, contraintes fortes aux déplacements, etc. Après une année 2020 catastrophique, l'économie repart en dents de scie et fluctue en fonction de la situation sanitaire. Les entreprises, prudentes, gèrent la reprise en flexibilisant au maximum l'emploi. La précarité s'accroît donc fortement. Le sentiment d'injustice également. La politique de relance économique à tout prix, sans priorité donnée ni au maintien du pouvoir d'achat ni à l'écologie entraînent de multiples mouvements de contestation de plus en plus radicaux, de plus en plus violents, de plus en plus unis. L'État de son côté consacre de plus en plus de moyens à la gestion du maintien de l'ordre. Le climat social, très tendu, est quasi insurrectionnel.

• Sur le fil du rasoir

Ce scénario décrit la trajectoire qui serait celle de la France si les tendances actuelles se poursuivaient. L'épidémie, globalement contrôlée, réémerge néanmoins périodiquement sous forme de foyers territoriaux voire régionaux. Les politiques sanitaires sont différenciées en fonction des territoires et des populations. Une certaine surmortalité est assumée et aucun nouveau confinement global n'est envisagé. La priorité du gouvernement est à la relance économique, qui se fait selon des modalités classiques et s'appuie notamment sur des plans de soutiens aux filières les plus touchées. La dimension écologique est quasi absente des dispositifs ou reste cosmétique. La priorité est au maintien de l'emploi, des revenus, de la consommation. Ces mesures n'empêchent pas certains secteurs (tourisme, aéronautique, etc.) de souffrir de la crise. Après une chute du produit intérieur brut (PIB) de 10 % à 12 % en 2020, la reprise reste faible en 2021 (+ 4 % à 6 %). Dans ce contexte, les ménages restent prudents. Le climat social est morose, mais les mouvements sociaux sont peu structurés. Les Français cherchent avant tout à conserver ce qu'ils ont.

• Green New Deal

Ce scénario envisage une sortie de crise par le haut. La crise sanitaire apparaît comme une opportunité pour s'engager dans une transition écologique et sociale d'ampleur, et mobilisatrice. La crise économique profonde de 2020 (chute du PIB de 12 % à 15 %) impose de toute façon une recomposition profonde du tissu économique. Un ambitieux plan de relance est lancé dès l'automne 2020 pour favoriser l'émergence d'une économie verte et durable. Des investissements publics massifs sont programmés sur plusieurs années pour favoriser les reconversions des entreprises et des individus. Cette politique participe d'un regain d'optimisme au sein de la population, optimisme favorisé par une relative maîtrise de l'épidémie dès l'été 2020. Conforté par sa bonne gestion de la crise sanitaire, l'État dispose de la légitimité nécessaire pour initier ce *Green New Deal* qui suppose notamment de profondes reconfigurations de l'action publique au bénéfice de la coordination des acteurs locaux.

• Grandes Dépressions

Ici est considéré un scénario de repli. La situation sanitaire n'est pas stabilisée. Les rebonds épidémiques sont chroniques, les débordements du système de soins fréquents. Des pans économiques entiers sont sinistrés dans l'économie présentielle, comme dans les secteurs très dépendants de la demande internationale. Le PIB chute de 12 % à 15 % en 2020 et reste stable en 2021. Les faillites d'entreprise et le chômage explosent. L'économie informelle se développe et devient un filet de sécurité essentiel. Le climat social se délite : perte de confiance dans l'avenir, méfiance envers l'État et mécontentements divers (chômage, absence de transition écologique, etc.). Les citoyens se replient sur eux-mêmes. L'État est de plus en plus impuissant, le système de protection sociale est sous tension.

Accéder au document complet sur notre site :

<https://www.futuribles.com/fr/document/crise-du-covid-19-quels-scenarios-pour-les-18-proc/>